SOMMAIRE

INTRODUCTION

Partie 1: LE TAUX D'EXÉCUTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2007	
1 - LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	1
2 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1
3 - LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	2
4 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT	2
Partie 2 : L'ÉTUDE DES RÉSULTATS DÉGAGÉS PAR LE COMPTE ADMIN 2007	IISTRATIF
1 - L'ACTION MUNICIPALE PAR GRANDS SECTEURS ET SES MOYENS DE FINANCEMENT	3
2 - LA PRÉSENTATION COMPTABLE DE LA GESTION 2007	4
3 - LA FORMATION DU RÉSULTAT COMPTABLE 2007	5
4 - LA VISION SYNOPTIQUE DE L'AUTOFINANCEMENT 2007	7
5 - LA STRUCTURE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2007 EN MOUVEMENTS RÉELS	
5 - 1 - La section de fonctionnement	9
5 - 2 - La section d'investissement	10
Partie 3 : L'ANALYSE DYNAMIQUE DES RÉALISATIONS	
1 - L'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	11
1 - 1 - Les dépenses	11
1 - 2 - Les recettes	14
2 - L'ÉVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	18
2 - 1 - Les dépenses	18
2 - 2 - Les recettes	20
3 - LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE	21
3 - 1 - La dette	21
3 - 2 - La trésorerie en 2007	22
3 - 3 - Les frais et les produits financiers	22
Partie 4: LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES	
1 - LE SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES	23
2 - LE PÔLE MÉDIA DE LA BELLE-DE-MAI	25

INTRODUCTION

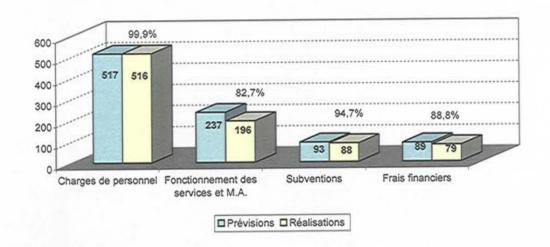
L'exécution budgétaire 2007 traduit pleinement les objectifs stratégiques définis lors de l'adoption du Budget Primitif 2007, afin de concilier la poursuite du développement et de la modernisation de la ville avec la préservation des grands équilibres financiers.

Dans ce cadre, la gestion 2007 s'est notamment caractérisée par :

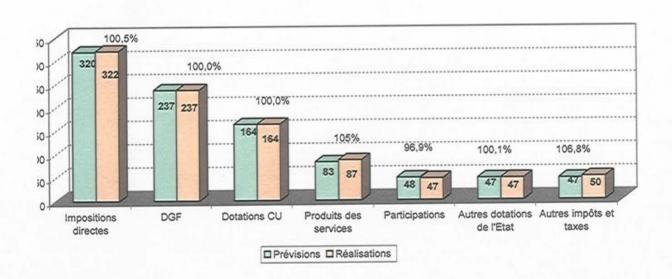
- l'amplification de l'effort d'investissement qui atteint le niveau record de 254 M d'€, alliée à un taux de réalisation particulièrement élevé (près de 94 %),
- le maintien des taux d'imposition aux niveaux de ceux de 2006,
- la limitation du recours à l'emprunt qui a permis de stabiliser l'endettement.

Partie 1 : LE TAUX D'EXECUTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2007

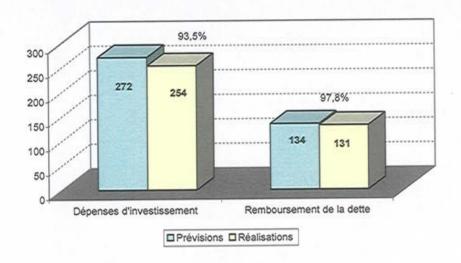
1 - LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



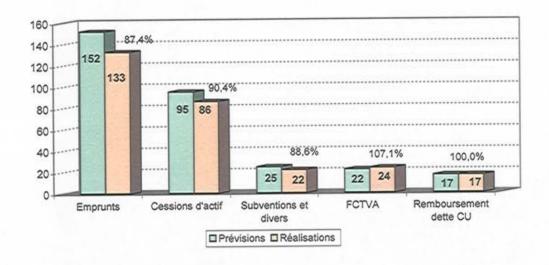
2 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



3 - LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT



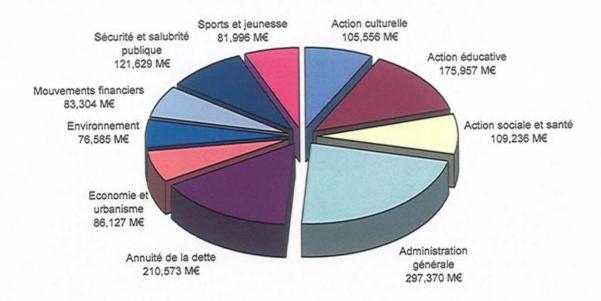
4 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT



Partie 2 : L'ETUDE DES RESULTATS DEGAGES PAR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2007

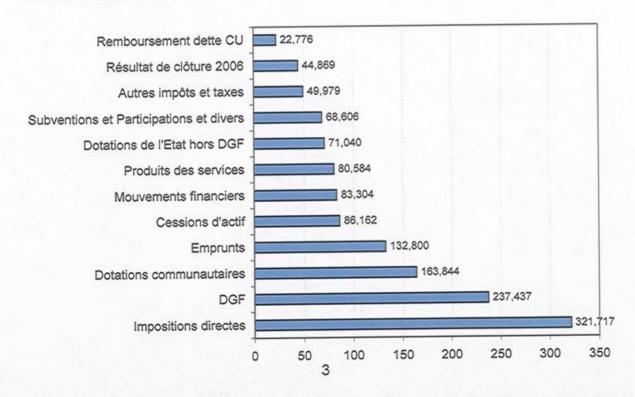
1 - L'ACTION MUNICIPALE PAR GRANDS SECTEURS...

Le compte administratif 2007, sur l'ensemble des deux sections, en mouvements réels hors restes à réaliser, s'élève en dépenses à 1 348,333 M d'€ (contre 1 274,219 M d'€ en 2006), réparties de la manière suivante :



...ET SES MOYENS DE FINANCEMENT

Les moyens de financement du compte administratif 2007, pour l'ensemble des deux sections, en mouvements réels y compris la partie du résultat reporté nécessaire au financement des opérations de l'exercice, s'élèvent en recettes à 1 363,118 M d'€ (contre 1 319,087 Md'€ en 2006), réparties de la manière suivante :



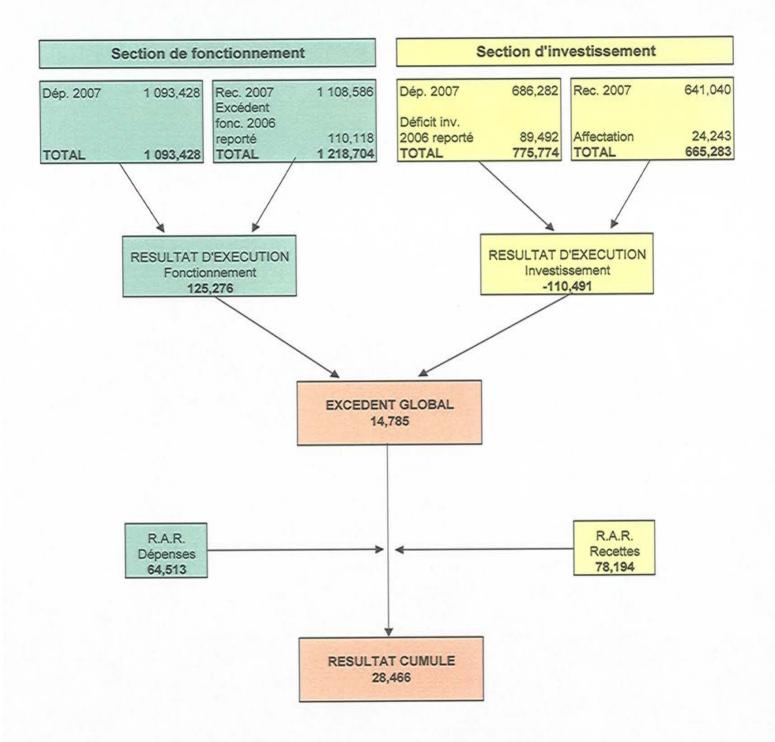
2 - LA PRESENTATION COMPTABLE DE LA GESTION 2007

	FONCTIO	NNEMENT	
	OPERATIONS REELLES		
Charges de Personnel Subventions Frais Financiers Fonctionnement des Services et M.A.	516,280 88,163 79,215 196,060	Dotation Globale de Fonctionnement Autres dotations de l'Etat Produits des services Impositions directes Autres impôts et taxes Dotations communautaires Participations Cessions d'actif	237,43 47,48 86,72 321,71 49,97 163,84 46,80 150,91
DEPENSES REELLES	879,718	RECETTES REELLES	1 104,90
OPERAT	IONS D'ORDRE	DE SECTION à SECTION	
Cessions d'actif Dotations aux Amortissements & Provisions DEPENSES D'ORDRE	152,892 60,818 213,710	Cessions d'actif Subv. d'inv. transférées et divers RECETTES D'ORDRE	1,97 1,70 3,67
DEPENSES DE L'EXERCICE	1 093,428	RECETTES DE L'EXERCICE	1 108,58
		Excédent de fonctionnement reporté 2006	110,11
TOTAL DES DEPENSES	1 093,428	TOTAL DES RECETTES	1 218,70
		Excédent de fonctionnement 2007	125,27

	INVESTISS	EMENT	
	OPERATIONS	REELLES	
Remboursement de la Dette	131,358	Remboursement dette CU	16,639
Dépenses d'investissement	224,195	F.C.T.V.A.	23,553
Subventions	29,758	Subventions et divers	21,798
Mouvements Financiers	83,304	Emprunts	132,800
	5000,000	Mouvements Financiers	83,304
Cessions d'actif (vente à tempérament)	130,000	Cessions d'actif (vente à tempérament)	65,24
DEPENSES REELLES	598,615	RECETTES REELLES	343,34
	OPERATIONS PA	TRIMONIALES	
	83,989		83,98
OPERAT	IONS D'ORDRE	DE SECTION à SECTION	
Cessions d'actif	1,977	Cessions d'actif	152,89
Subv. d'inv. transférées et divers	1,701	Amortissements & Provisions	60,81
DEPENSES D'ORDRE	3,678	RECETTES D'ORDRE	213,71
DEPENSES DE L'EXERCICE	686,282	RECETTES DE L'EXERCICE	641,04
Déficit 2006 reporté	89,492	Affectation du résultat 2006	24,24
TOTAL DES DEPENSES	775,774	TOTAL DES RECETTES	665,28
Déficit d'investissement 2007	110,491		

DES RECETTES 1 883,98

3 - LA FORMATION DU RESULTAT COMPTABLE 2007



En 2007, la section d'investissement, après report du déficit 2006 soit 89,492 M d'€, présente un résultat d'exécution négatif de 110,491 M d'€. En fonctionnement, l'excédent reporté issu de l'exercice 2006, soit 110,118 M d'€, s'ajoute au résultat positif de l'exercice 2007 pour former un excédent de 125,276 M d'€. Avant reste à réaliser, l'excédent global du Compte Administratif 2007 s'élève donc à 14,785 M d'€.

La prise en compte des dépenses engagées non mandatées n'ayant pas donnée lieu à service fait au 31 décembre soit 64,513 M d'€ en fonctionnement et des recettes certaines dont le titre n'a pas été émis à l'issue de l'exercice soit 78,194 M d'€ en investissement permet d'établir un résultat cumulé 2007 excédentaire à 28,466 M d'€. Ces restes à réaliser concernent les postes suivants :

En dépenses de fonctionnement :

Le contingent d'aide sociale	29,484 M d'€
Le fonctionnement des services	30,922 M d'€
Les subventions de fonctionnement	4,012 M d'€
Le personnel	0,095 M d'€

En recettes d'investissement :

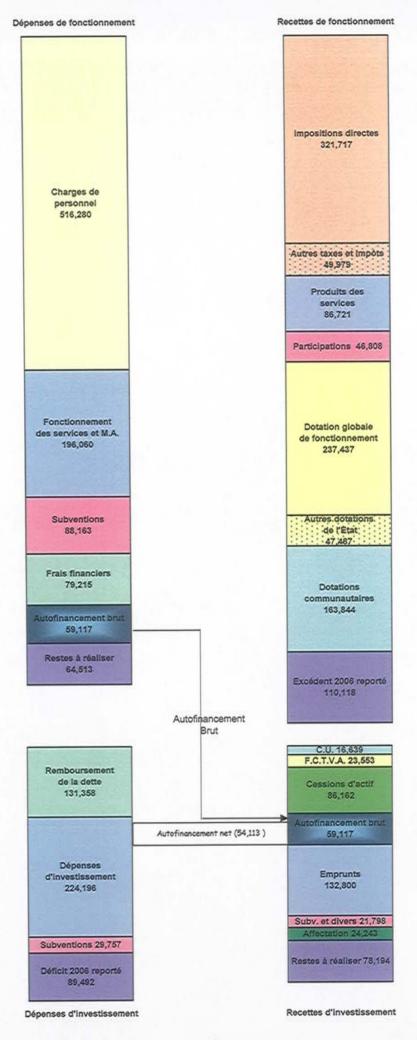
Les subventions à percevoir	16,976 M d'€
Les emprunts restant à réaliser	58,000 M d'€
Les créances à l'égard des tiers	3,218 M d'€

Les subventions à percevoir s'appuient sur des arrêtés dûment notifiés à la Ville, non encore recouvrés à ce jour mais susceptibles de l'être dans le courant de l'exercice 2008 compte tenu des dépenses réalisées.

La Ville a souscrit un contrat pour couvrir le report d'emprunt. Il sera mobilisé en fonction des besoins de trésorerie de la Ville, mais limité au minimum afin de maintenir une trésorerie zéro.

Les créances à l'égard de tiers concernent des travaux effectués pour le compte de tiers défaillants, notamment dans le cadre des pouvoirs de police du Maire.

4 - LA VISION SYNOPTIQUE DE L'AUTOFINANCEMENT 2007



L'autofinancement brut dégagé par la section de fonctionnement (59,117 M d'€), auquel s'ajoutent les ressources d'origine externe de la section d'investissement (FCTVA, cessions d'actifs et remboursement par la Communauté Urbaine de sa quote-part d'emprunt), participent au financement du remboursement de la dette en capital (131,358 M d'€).

Le supplément, l'autofinancement net (54,113 M d'€), finance les programmes d'investissement.

Les écritures d'ordre ci-après décrites, équilibrées entre sections, retracent l'autofinancement.

- ◆ Dépenses de fonctionnement / Recettes d'investissement : 60,818 M d'€
- > 60,618 M d'€ au titre des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles,
- > 0,200 M d'€ au titre des dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant et charges financières.
 - ◆ Recettes de fonctionnement / dépenses d'investissement : 1,701 M d'€
 - > 1,701 M d'€ au titre des subventions transférées au compte de résultat et divers.

Le solde positif de ces écritures d'ordre, 59,117 M d'€, constitue l'autofinancement dégagé en 2007.

5 - LA STRUCTURE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2007 EN MOUVEMENTS REELS

5 - 1 - La section de fonctionnement

5 - 1 - 1 - Les dépenses

Les dépenses réelles de fonctionnement se répartissent de la manière suivante :

Charges de personnel Fonctionnement des services et	516,280	Subventions 9%
Mairies d'Arrondissements Subventions	196,060 88,163	Fonctionnement
Frais financiers	79,215	des services et Charges de Personnel
	879,718	d'Arrondiss. 59% 22%

Frais financiers

5 - 1 - 2 - Les recettes

Les recettes réelles de fonctionnement se répartissent de la manière suivante :

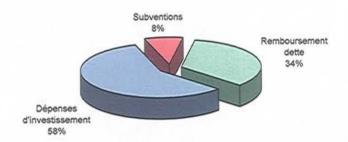
	204 747	
Impositions directes	321,717	Produits des Autres dotations
DGF	237,437	services Participations Etat
Autres impôts et taxes	49,979	Dotations 9% 5% 5% communautaires
Dotations communautaires	163,844	17%
Produits des services	86,721	
Participations	46,808	Autres impôts et Impositions directes
Autres dotations Etat	47,487	taxes 34%
	953,993	5% DGF 25%

5 - 2 - La section d'investissement

5 - 2 - 1 - Les dépenses

Les dépenses réelles d'investissement, hors mouvements financiers, se répartissent de la manière suivante :

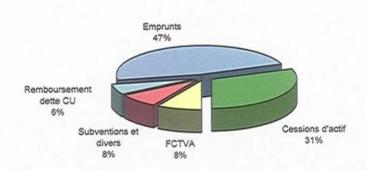
Remboursement dette	131,358
Dépenses d'investissement	224,195
Subventions	29,758
	385,311



5 - 2 - 2 - Les recettes

Les recettes réelles d'investissement, hors mouvements financiers, se répartissent de la manière suivante :

Cessions d'actif	86,162
FCTVA	23,553
Subventions et divers	21,798
Remboursement dette CU	16,639
Emprunts	132,800
•	280,952



Partie 3 - L'ANALYSE DYNAMIQUE DES RÉALISATIONS

1 - L'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1 - 1 - LES DÉPENSES

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 879,718 M d'€. Elles se répartissent de la manière suivante :

	CA 2006	CA 2007	Variation
Charges de personnel	497,282	516,280	3,82 %
Fonctionnement des services	179,408	184,624	2,91 %
Dotation aux arrondissements	10,959	11,436	4,35 %
Subventions	84,615	88,163	4,19 %
Frais financiers	71,985	79,215	10,04 %
TOTAL	844,249	879,718	4,20 %

1 - 1 - 1 - Les charges de personnel

Le taux de réalisation du budget alloué (516,707 M d'€) pour les charges de personnel s'établit à 99,92 %.

Au 31 décembre 2007, l'effectif du personnel totalisait 11 760 agents contre 11 798 au 31 décembre 2006, soit une diminution de 0,32 %, les dépenses de personnel augmentant de 3,82 %.

Cette évolution résulte des variations sur les différentes composantes de ce poste budgétaire.

◆ Personnel permanent : 403,559 M d'€ soit + 2,95 %.

Le remplacement limité des départs à la retraite (via notamment l'intégration des emplois jeunes) ainsi que les recrutements ciblés et contingentés ont permis de contenir la progression des dépenses de personnel.

Cet effort compense l'accroissement de certaines charges budgétaires très importantes cette année liées à des reclassements des catégories C (environ 80 % de l'effectif).

Par ailleurs une revalorisation des salaires est intervenue en début d'exercice (+ 0.5 % sur le point d'indice au 01/02/07).

◆ Personnel non permanent : 26,654 M d'€ soit + 4,85 %

Cette augmentation significative est liée à la poursuite d'affectation de personnel sur des postes de renfort notamment pour garantir un service public de qualité dans les secteurs prioritaires (crèches, écoles) et emplois saisonniers (essentiellement Nautisme et Plages, Sports et Services culturels).

♦ Charges communes : 16,442 M d'€ soit + 14,71 %

L'augmentation doit être relativisée du fait du jeu des reports (engagements de 2006 mandatés sur 2007) l'évolution entre les deux CA précédents était symétriquement opposée (- 14,10 % entre CA 05 et CA 06). En comparaison, l'évolution des dépenses afférentes à chacun des exercices, en terme d'engagements (hors reports), s'établit à 0,88 %.

◆ Personnel extérieur : 69,625 M d'€ soit + 6,27 %

Il s'agit essentiellement de l'augmentation des frais de personnel remboursés à l'État pour le Bataillon de Marins-Pompiers sur l'exercice (68,535 M d'€).

La maîtrise de la masse salariale ainsi que le maintien de l'offre des services à la population demeurent donc les priorités en matière de gestion du personnel.

1 - 1 - 2 - Le fonctionnement des services

	CA 2006	CA 2007	Variation
Dépenses courantes et exceptionnelles de			
fonctionnement	168,722	167,922	- 0,47 %
Rémunération concessionnaire pluvial	10,686	16,702	56,30 %
TOTAL	179,408	184,624	2,91 %

Ce poste qui comporte l'ensemble des dépenses courantes des services s'est exécuté à 81,8 %, soit légèrement plus qu'en 2006.

Malgré diverses progressions constatées sur :

- ✓les loyers et charges : + 1,091 M d'€,
- ✓ le gardiennage et la télé surveillance : + 0,563 M d'€,
- ✓la fourrière automobile : + 0,511 M d'€ (mais avec des recettes en contrepartie),
- ✓les taxes foncières pour les biens de la Ville : + 0,465 M d'€,
- ✓les diverses locations ayant accompagné les grandes manifestations qui ont eu lieu en 2007 à Marseille : + 0,433 M d'€ (coupe du monde de rugby, tour de France, beach volley, beach soccer, Marseille capitale de la culture...),
- ✓la contribution obligatoire aux écoles privées : + 0,245 M d'€,

on observe des variations négatives qui expliquent la baisse du pourcentage entre 2006 et 2007. Ce sont essentiellement des dépenses engagées en 2007 mais qui ne seront mandatées qu'en 2008 pour diverses raisons techniques (factures non reçues...) par exemple - 1,683 M d'€ sur les énergies et l'éclairage.

Dans les secteurs de l'éducation, des services à la population, de la culture, des affaires sociales, les charges ont pu être maîtrisées sans altérer la qualité des services.

Quant au pluvial, la Ville demeure l'autorité compétente. Elle rembourse à la Communauté Urbaine, chargée de la gestion simultanée des services publics des eaux usées et des eaux pluviales, les dépenses engagées pour son compte. En 2007, la Ville de Marseille a réglé en fonctionnement 16,702 M d'€ pour les eaux pluviales dont 2,647 M d'€ au titre de 2006.

La Ville et la Communauté Urbaine sont associées pour tenter de maîtriser une dépense particulièrement évolutive dans le secteur sensible de l'environnement et de la prévention des risques.

1 - 1 - 3 - Les dotations aux Mairies d'Arrondissements

Les dotations financières allouées aux Mairies d'arrondissements pour leur fonctionnement ont augmenté de 4,35 % en 2007 (11,436 M d'€ contre 10,959 M d'€ en 2006), résultat de la variation de l'inventaire des équipements transférés et de l'application d'un taux d'inflation prévisionnel lors du Budget Primitif de 1,8 %.

1 - 1 - 4 - Les subventions de fonctionnement et en annuités

			Variation
	CA 2006	CA 2007	
Subventions de fonctionnement	83,771	87,382	4,31 %
Subventions en annuités	0,844	0,781	- 7,46 %
TOTAL	84,615	88,163	4,19 %

Les subventions prévues ont été réalisées au cours de l'exercice à 94,7 %. Deux facteurs principaux expliquent la variation de 4,19 % entre 2006 et 2007 : d'une part, la réalisation sur l'exercice, de subventions pour manifestations exceptionnelles : candidature de Marseille capitale de la culture, accueil des « All Blacks » pour la coupe du monde de rugby et célébrations consacrées à l'année de l'Arménie notamment ; d'autre part, le mandatement sur reports plus important qu'en 2006 (compensations tarifaires des cantines scolaires et subventions sociales).

1 - 1 - 5 - Les frais financiers

Les frais financiers s'établissent à 79,215 M d'€ en 2007. Ce montant intègre les intérêts courus non échus (ICNE) évalués à - 0,074 M d'€, et comptabilisés en opération réelle depuis le 1^{er} janvier 2006.

L'évolution des frais financiers hors ICNE est de 9,81 % (79,289 M d'€ en 2007 pour 72,203 M d'€ en 2006). Cette augmentation résulte de la poursuite de la hausse des taux monétaires débutée fin 2005 qui impacte les postes intérêts de la dette bancaire et instruments de couverture de taux.

Cependant l'exposition majoritaire à taux fixe de la dette amortit le surcoût.

1 - 2 - LES RECETTES

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 953,993 M d'€, soit une augmentation de 0,54 % par rapport au CA 2006 à périmètre équivalent (hors cessions d'actif).

	2006	2007	variation
Dotation Globale de Fonctionnement	231,151	237,437	2,72 %
Dotation forfaitaire	185,886	188,294	1,30 %
DSUCS	31,184	35,184	12,83 %
DNP	14,000	13,849	- 1,08 %
DGF permanents syndicaux	0,081	0,110	35,80 %
Autres dotations de l'État	49,372	47,487	- 3,82 %
Compensation TH et foncier bâti	27,331	27,492	0,59 %
Autres compensations et péréquations	18,584	16,637	- 10,48 %
Dotation Générale de Décentralisation	3,024	3,000	- 0,79 %
Dotation Spéciale « Instituteurs »	0,433	0,358	- 17,32 %
Dotations communautaires	173,894	163,844	- 5,78 %
Attribution de compensation	157,670	157,670	0,00 %
Dotation de solidarité communautaire	16,224	6,174	- 61,95 %
Participations	49,269	46,808	- 5,00 %
Participations de fonctionnement	49,108	46,647	- 5,01 %
Participations en annuités	0,161	0,161	0,00 %
Sous-total ressources externes :	503,686	495,576	- 1,61 %
Impôts et taxes	360,545	371,696	3,09 %
Impositions directes	312,005	321,717	3,11 %
Autres impôts et taxes	47,176	48,445	2,69 %
Rôles supplémentaires	1,364	1,534	12,46 %
Produits des services	84,620	86,721	2,48 %
Produits des services et du domaine	40,531	40,488	- 0,11 %
Atténuations de charges	2,206	1,921	- 12,92 %
Autres produits de gestion courante	25,693	30,547	18,89 %
Produits financiers	12,624	11,312	- 10,39 %
Produits exceptionnels	3,566	2,453	- 31,21 %
Sous-total Ressources internes : TOTAL	445,165 948,851	458,417 953,993	2,98 % 0,54 %

1 - 2 - 1 - La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

◆ La dotation forfaitaire

Elle augmente de 1,30 % avec un montant notifié de 188,294 M d'€ conforme à l'estimation du BP 2007 qui résultait de l'évolution maximale de trois de ses composantes (dotation de base, dotation de superficie, dotation de garantie) et de seulement 35 % au lieu de 50 % du taux d'évolution de la DGF pour la dotation de compensation.

♦ La dotation nationale de péréquation

Elle diminue de 1,08 % contre -1,96 % en 2006.

♦ La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale

Cette dotation progresse de 12,83 % plafonnée à + 4 M d'€ par an depuis 2005 dans le cadre de la loi de programmation 2005-2009 pour la cohésion sociale.

♦ La DGF des permanents syndicaux

Elle augmente de plus d'un tiers, passant de 81 680 € à 109 746 €.

1 - 2 - 2 - Les autres dotations de l'État

♦ La dotation de compensation de la Taxe Professionnelle

Variable d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État aux collectivités locales, cette dotation diminue chaque année, passant de 18,450 M d'€ en 2006 à 16,320 M d'€ en 2007, soit une perte de -11,55 % en 2007.

◆ La dotation de recensement et la compensation à la baisse des droits de mutation

Pour 2007, leur montant s'élève globalement à 0,317 M d'€.

♦ La Dotation Générale de Décentralisation

La baisse de 0,79 %, soit 0,024 M d'€, est due notamment aux nouvelles mesures liées à la DGD des Bibliothèques visant à l'extinction de celle-ci après 2008.

♦ La Dotation Spéciale Instituteurs (DSI)

La baisse récurrente de la DSI de 0,075 M d'€, soit 17,32 %, résulte de la diminution du nombre d'Instituteurs dans la commune (servant au calcul de cette dotation) au profit du nouveau corps dénommé professeurs des écoles.

1 - 2 - 3 - Les dotations communautaires

♦ L'attribution de compensation

En l'absence de nouveaux transferts de charges de la Ville de Marseille vers la Communauté Urbaine (CU) depuis la création de celle-ci en 2001, l'attribution de compensation reste inchangée à hauteur de 157,670 M d'€.

♦ La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

Suite à la réforme de la taxe professionnelle, la Ville de Marseille assume pour plus de 50 % la perte de produit fiscal supportée par la Communauté Urbaine. Il en résulte une réduction de la DSC de 61,95 %, passant de 16,224 M d'€ en 2006 à 6,174 M d'€ en 2007.

1 - 2 - 4 - Les participations

La réduction de 2,461 M d'€ sur ce poste s'explique notamment par les versements retardés par la CAF consécutifs au nouveau contrat Enfance Jeunesse (2,437 M d'€), l'extinction progressive des aides de l'État sur les dispositifs d'emplois aidés (- 1,808 M d'€) et le retard de versement pour la subvention du FISAC cœur de ville (- 0,389 M d'€).

D'autres participations enregistrent au contraire des progressions :

- ✓la participation de la CAF dans le cadre du Contrat Temps Libre (+ 1,536 M d'€).
- ✓la participation de la CUM au BMP (+ 0,368 M d'€) dont le montant est proportionnel aux dépenses de fonctionnement,
- ✓ la participation aux opérations d'organisations d'élections (+ 0,254 M d'€),
- ✓la participation aux frais engagés par la Ville maître d'ouvrage des OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) pour les équipes opérationnelles (État + 0,233 M d'€ et Département + 0,135 M d'€).

1 - 2 - 5 - Les impôts et taxes

♦ Les impositions directes

Les impôts perçus par la Ville de Marseille (Taxe d'Habitation, Foncier Bâti, Foncier Non Bâti) connaissent une progression de 3,12 % (soit + 9,740 M d'€) entre 2006 et 2007, passant de 311,755 M d'€ à 321,495 M d'€ (source : état fiscal n°1288).

En tenant compte des rôles complémentaires, ces montants s'établissent à 312,005 M d'€ pour 2006 et 321,717 M d'€ pour 2007.

Cette évolution est le résultat cumulé de plusieurs facteurs :

- ✓ l'actualisation forfaitaire des bases fixée à 1,8 % par l'article 79 de la loi de finances 2007,
- ✓ la variation de la matière imposable (hors actualisation forfaitaire) soit + 1,32 % (les bases de Taxe d'Habitation ont progressé de + 1,41 % et celles du Foncier Bâti de + 1,21 % en dehors de la loi de finances).

Il est à noter qu'entre 2006 et 2007, les taux d'imposition sont restés stables malgré l'importance des charges auxquelles la Ville a dû faire face.

♦ Les autres impôts et taxes

La progression de ce poste de 2,69 % (+ 1,269 M d'€) s'explique pour l'essentiel par l'augmentation des droits de mutation de 4,95 %, soit 1,439 M d'€ (30,505 M d'€ en 2007, contre 29,066 M d'€ en 2006), confirmant de ce fait l'évolution favorable du marché immobilier sur Marseille.

On constate par ailleurs quelques diminutions de produits tels que :

- ✓la taxe sur l'électricité des ménages : 0,122 M d'€,
- √le remboursement des taxes foncières amorcés en 2006 : 0,183 M d'€,
- ✓la taxe sur les appareils automatiques : 0,291 M d'€ du fait de la disparition de cette taxe cependant compensée par l'État à compter de 2008, sur la finalité « autres dotations de l'État ».

	2006	2007	variation
Taxe sur certaines fournitures d'électricité	11,889	11,788	- 0,85 %
Taxe additionnelle aux droits de mutation	29,066	30,505	4,95 %
Impôts sur les spectacles	0,307	0,016	- 94,79 %
Taxe sur la publicité	2,579	2,614	1,36 %
Taxe de séjour	1,623	1,691	4,19 %
Taxes funéraires	1,188	1,270	6,90 %
Taxes diverses	0,524	0,561	7,06 %
TOTAL	47,176	48,445	2,69%

1 - 2 - 6 - Les produits des services

Ce poste en augmentation de 2,48 %, soit + 2,101 M d'€, fluctue différemment selon ses composants.

♦ Stabilité des « produits du service et du domaine »

La réduction de 1,468 M d'€ résultant du rattrapage effectué en 2006 sur les taxes foncières dues par la CU est compensée par une évolution croissante des produits issus :

- √de la billetterie de l'Opéra (+ 0,166 M d'€).
- ✓du remboursement par le GIP du GPV des frais de structures engagés par la Ville (+ 0,384 M d'€),
- √de l'offre accrue résultant de la mise en service de la 2ème phase du cimetière des Vaudrans (+ 0,446 M d'€),
- √de l'optimisation de la capacité d'accueil des crèches (+ 0,308 M d'€),
- √d'une nette évolution des « produits de gestion courante ».

♦ Augmentation de 18,89 % (+ 4,854 M d'€) des « autres produits de gestion courante »

Elle se décompose ainsi :

- ✓remboursement de contentieux bénéfiques pour Marseille (ONYX : 0,708 M d'€ et AXA : 1,591 M d'€) : + 2,330 M d'€,
- ✓ produit des locations d'équipements, tels ceux :
 - du Pharo (+ 0,221 M d'€), grâce à une demande accrue du tourisme d'affaires générée par l'augmentation de l'offre hôtelière environnante,
 - du Dôme (+ 0,311 M d'€), résultat d'une programmation plus importante,
 - du Stade (+ 0,512 M d'€), du fait de la comptabilisation d'un reliquat
 - des loyers du domaine privé de la Ville : + 0,910 M d'€.

♦ Baisse sur les « produits financiers »

Celle-ci s'explique par la diminution du remboursement de la quote-part d'intérêts de la dette par la Communauté Urbaine (7,003 M d'€ en 2006 contre 6,137 M d'€ en 2007) ainsi que celle des swaps adossés à des émissions obligataires (dont certaines ont été remboursées en 2007 d'où baisse des gains produits) soit 5,085 M d'€ en 2006 contre 4,636 M d'€ en 2007.

◆ Diminution des « produits exceptionnels »

Elle s'établit à 1,113 M d'€ et s'explique par la nature même de ces produits.

2 - L'ÉVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

2 - 1 - LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (HORS DETTE ET MOUVEMENTS FINANCIERS)

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 253,953 M d'€, soit une progression de 13,70 % par rapport à 2006. Le taux d'exécution des dépenses 2007 hors dette et mouvements financiers s'établit à 93,5 %, volume de réalisation encore jamais atteint qui illustre de belle manière la volonté de développer et moderniser la ville.

Par ailleurs, il convient de rajouter la vente de la SOGIMA sous forme de cession à tempérament pour un montant de 130 M d'€. La réforme 2006 de l'instruction comptable M 14 impose de constater cette créance en mouvement réel alors qu'il n'y a pas de mouvement de trésorerie.

	ÉVOLUTION DES DÉPENSES				
	CA 2006 CA 2007 VARIATI				
Subventions					
d'équipement	27,241	29,758	9,24 %		
Dépenses directes	196,105	224,195	14,32 %		
TOTAL	223,346	253,953	13,70 %		

2 - 1 - 1 - Les opérations réelles

Les dépenses d'investissement sont réparties en dépenses programmées et non programmées.

♦ Les dépenses programmées 2007 : 250,601 M d'€

Elles ont un taux d'exécution de 95 % et se répartissent ainsi :

> opérations à programmes annuels : 68,488 M d'€,

> opérations à programmes individualisés : 182,113 M d'€.

♦ Les dépenses non programmées : 3,352 M d'€

Elles concernent essentiellement la dotation aux Mairies de Secteur (1,614 M d'€) et diverses régularisations.

Voici un détail non exhaustif de ces dépenses qui montre le champ d'intervention de l'action municipale :

	PROGRAMMÉ	i e	Taux
	En M d'€	En M d'€	d'exécution
Création du Palais et de la Glisse et de la Glace	8,487	8,487	100 %
Groupe scolaire des Calanques	1,914	1,914	100 %
Centre social des Cèdres	1,883	1,883	100 %
Groupe scolaire Bonneveine	1,047	1,047	100 %
Muséum d'Histoire Naturelle	0,552	0,552	100 %
Création poste d'intervention et d'instruction à Saumaty	0,274	0,274	100 %
Aménagement forestier Mise en sécurité des Calanques	0,172	0,172	100 %
Maternelle Désirée-Clary	0,129	0,129	100 %
Desserte pluviale Morgiou	3,271	3,270	100 %
Centre social Saint-Antoine	2,729	2,728	100 %
Centre Municipal de Voile	1,198	1,197	100 %
Château de La Buzine Médiathèque	1,487	1,485	100 %
Stade de La Pomme terrain synthétique	0,861	0,859	100 %
Plan de renouvellement de matériel BMP	1,875	1,865	99 %
Réaménagement du stade Jean-Bouin	3,566	3,541	99 %
Groupe scolaire Major Évéché	3,545	3,516	99 %
Silo d'Arenc	0,455	0,447	98 %
Récifs artificiels	3,453	3,375	98 %
Passage en self-service de diverses cantines scolaires	4,517	4,325	96 %
Gymnase des Caillols	0,433	0,411	95 %
Parc Athéna	2,603	2,465	95 %
Église des Accoules	0,605	0,568	94 %
Création de la maternelle François-Moisson	1,056	0,984	93 %
École élémentaire Les Olives	0,158	0,144	91 %
Maison Pour Tous Corderie	0,284	0,250	88 %

2 - 1 - 2 - Les opérations patrimoniales

Il s'agit d'écritures d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement dont le but est de régulariser le bilan de la Ville. Le volume particulièrement important cette année (83,989 M d'€) s'explique par des écritures d'apurement de comptes pour un total de 74,230 M d'€. Le reste concerne les écritures de régularisations de frais d'études et d'insertion qui sont récurrentes.

À noter que les écritures patrimoniales ont leur contrepartie d'égal montant en recette et qu'elles sont donc neutres tant sur le plan budgétaire qu'au niveau de la trésorerie.

2 - 2 - LES RECETTES

2 - 2 - 1 - Les recettes réelles

	ÉVOLUTION DES RECETTES			
	CA 2006	CA 2007	VARIATION	
Subventions et divers	19,821	21,798	9,97 %	
Emprunts	180,000	132,800	- 26,22 %	
Autres recettes	37,123	40,193	8,27 %	
Cessions d'actif	20,738	86,162	315 %	
TOTAL	257,682	280,952	9,03 %	

♦ Les subventions et divers

Ce poste enregistre, outre les subventions et les trop-perçus, les remboursements d'avances consenties à divers organismes tels Marseille Aménagement (1,5 M d'€ pour la réalisation de la ZAC de Château-Gombert) ou la société du Canal de Provence (1,855 M d'€) ainsi que les opérations pour compte de tiers.

Le volume des subventions encaissées cette année continue de baisser :

	CA 2005	CA 2006	CA 2007
État	1,151	5,033	4,441
Région	6,041	0,938	1,143
Département	1,961	2,012	1,569
Europe	1,554	1,194	0,637
Divers	0,779	3,776	3,910
Pm Participations	2,221		
TOTAL	13,707	12,953	11,700

Les opérations pour compte de tiers (c'est-à-dire le remboursement fait à la Ville de dépenses supportées par elle pour le compte d'une autre entité) s'élèvent cette année à 4,915 M d'€ dont 4,849 M d'€ pour la construction du collège Mélizan.

En effet, la Ville réalise pour le compte du Département, dans le cadre d'une convention de mandat, le collège Mélizan situé dans le 6ème arrondissement inclus dans une opération plus vaste qui comprend la construction d'une école primaire et d'un parking. Le Conseil Général rembourse à la Ville les dépenses relatives au collège.

♦ Les emprunts

Le montant d'emprunt mobilisé cette année (132,800 M d'€) est notablement inférieur à celui de 2006 (180,000 M d'€) bien que le taux d'exécution soit particulièrement important. Ceci s'explique par la volonté affirmée de la ville de maîtriser le recours à l'emprunt.

♦ Les autres recettes

▶ Le fonds de compensation de la TVA s'élève à 23,553 M d'€ et est calculé sur les dépenses effectuées en 2005.

> Le remboursement par la Communauté Urbaine de sa quote-part d'emprunt en capital : 16,639 M d'€.

♦ Les cessions d'actifs

Cette année, ce poste affiche une réalisation de 86,162 M d'€.

2 - 2 - Les opérations patrimoniales

Il s'agit de la contrepartie des écritures en dépenses décrites supra.

3 - LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE

3 - 1 - LA DETTE

3 - 1 - 1 - L'annuité de la dette

L'annuité brute de la dette bancaire s'élève à 205,461 M d'€ en 2007 contre 198,953 M d'€ en 2006, en progression de 3,27 %.

Cette annuité se répartit de la manière suivante :

	2006	2007	Variation
Amortissement	131,881	130,595	- 0,98 %
Intérêts	67,072	74,866	+ 11,62 %
TOTAL	198,953	205,461	+ 3,27 %

La part en capital est quasiment stable en 2007.

La part des intérêts est en augmentation, liée à la remontée des taux depuis fin 2005.

L'annuité nette s'élève à 182,525 M d'€, en hausse de 2,95 % par rapport à l'exercice 2006 où elle atteignait 177,293 M d'€.

L'annuité nette se détermine à partir de l'annuité brute après déduction des recettes affectées (remboursement de la Communauté Urbaine, participation du Conseil Régional à certains emprunts).

L'annuité de la dette non bancaire s'élève à 0,763 M d'€ et concerne notamment l'acquisition à tempérament de la Seita.

3 - 1 - 2 - La gestion de la dette

En 2007, la politique de gestion active de la dette a permis de réaménager une partie de l'encours de la dette.

Le montant d'emprunts renégocié est de 158,854 M d'€. Il s'agit de deux emprunts : un taux fixe à barrière désactivante sur différentiel de Constant Maturity Swap (CMS) et un taux révisable à barrière.

Le réaménagement de ces deux emprunts a permis de sécuriser les deux prochaines échéances et d'améliorer le niveau de la barrière désactivante sur CMS.

La structure taux fixe / taux variable de la dette en 2007 affiche une répartition de 52 % / 48 %.

Le stock de dette bancaire est stable : il est passé de 1 848,321 M d'€ au 31/12/2006 à 1 850,526 M d'€ au 31/12/2007. Il a même diminué en valeur réelle, l'inflation atteignant plus de 2.53 % en fin d'année.

Par ailleurs, le taux moyen de la dette s'établit à 4,11 % (contre 3,75 % en 2006) et la durée de vie moyenne est de 7,4 ans.

Le coût de la dette en 2007 est nettement inférieur au taux moyen de marché de condition équivalente qui s'établit à 4,35 %.

3 - 2 - LA TRÉSORERIE EN 2007

Les dépenses inscrites au compte 6615 « intérêts des lignes de trésorerie » sont en baisse de 35 % passant de 3,505 M d'€ à 2,275 M d'€. Cette évolution est due à une utilisation plus modérée des lignes de trésorerie. Le montant cumulé des tirages sur l'exercice passe de 2 286 M d'€ en 2006 à 1 482 M d'€.

Le volume des lignes de trésorerie négociées avec les établissements financiers (Caisse d'Épargne, Dexia, Société Générale) est de 220 M d'€ au 31 décembre 2007.

Le volume d'ouverture de crédit long terme s'établit à 83,304 M d'€ au 31 décembre de l'exercice.

3 - 3 - LES FRAIS ET LES PRODUITS FINANCIERS (COMPTES 668 ET 768)

Le montant des frais financiers s'élève à 2,11 M d'€ en 2007 et celui des produits financiers à 4,636 M d'€.

Il s'agit pour la quasi-totalité des frais et produits sur instruments de couverture liés à la gestion active de la dette.

PARTIE 4 : LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES

1 - LE SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES

BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNÈBRES COMPTE ADMINISTRATIF 2007			
INVESTISSEMENT	DÉPENSES EN M d'€	RECETTES EN M d'€	Résultat de clôture
Mouvements réels	0,203	_	
Mouvements d'ordre	0,109	0,910	
Affectation du résultat		0,900	
s/total	0,312	1,810	
Résultat reporté	0,900		
TOTAL investissement	1,212	1,810	0,598

EXPLOITATION	DÉPENSES EN M d'€	RECETTES EN M d'€	Résultat de clôture
Mouvements réels	5,723	6,171	
Mouvements d'ordre	0,910	0,109	
s/total	6,633	6,280	
Résultat reporté		1,078	
Reste à réaliser	0,075		
TOTAL exploitation	6,708	7,358	0,650

DÉOLUTAT OLIMAN É	1,248
RÉSULTAT CUMULÉ	1,240

ÉVOLUTION PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2006			
SECTION	2006	2007	Évolution %
Investissement	- 0,899	0,598	-
Exploitation	1,875	0,650	- 65,33 %
TOTAL	0,976	1,248	27,87%

Le résultat cumulé de ce budget annexe affiche une progression substantielle (+ 27,87 %) par rapport à celui de l'exercice précédent qui avait été marqué par un léger ralentissement.

Le résultat de la section d'exploitation enregistre cependant une diminution conséquente de 65,33 % au regard de 2006, variation qui ne traduit cependant pas la réalité de l'activité de ce budget.

En effet, l'augmentation importante des dépenses résulte de la hausse des mouvements d'ordre (0,910 M d'€ en 2007) imputables essentiellement à la comptabilité de stock intégrant les nouveaux caveaux livrés au cimetière des Vaudrans (0,830 M d'€).

De surcroît, en mouvements réels, les recettes d'exploitation progressent significativement de 18,79 %, essentiellement du fait du produit de la vente de caveaux (1,079 M d'€ contre 0,502 M d'€ en 2006 soit +115,19 %).

La réalisation de plusieurs chantiers et particulièrement l'achèvement de la première phase de l'extension du cimetière des Vaudrans (livraison de 300 caveaux dont la commercialisation a débuté en novembre 2006) sont à l'origine de cette amélioration des recettes sur l'exercice et laissent envisager de bonnes perspectives pour 2008 avec la livraison des caveaux de la deuxième phase.

Les autres recettes sont également en progression avec une évolution de 17,28 % pour les prestations de service (opérations funéraires et dalles) et de 6,91 % pour les ventes de marchandises (fournitures et convois).

En matière de dépenses d'exploitation, le constat est celui d'une augmentation de 7,46 % en mouvements réels, résultat de différentes composantes :

- ✓diminution de 13,76 % des charges à caractère général, principalement pour l'achat de matériels et équipements-travaux (- 71,57 %) et marchandises (- 17,61 %), l'année 2006 ayant été marquée par des acquisitions prévisionnelles dans ce domaine,
- ✓4,55 % de hausse des charges de personnel, leur évolution étant liée à la progression structurelle de certains coûts (rémunérations, cotisations retraites, régime indemnitaire) et aux mesures statutaires (reclassements catégories C...),
- ✓augmentation de 378,58 % des autres charges de gestion courante : en effet, la Recette des Finances Marseille Municipale a effectué un travail d'enquête et de recensement rétrospectif sans précédent sur les créances irrécouvrables constatées sur ce budget depuis 1998. Il en résulte un volume important de dépenses sur cet exercice, correspondant à un cumul de créances irrécouvrables s'étalant sur une période de neuf ans.

En section d'investissement, les dépenses concernent essentiellement le matériel de transport (pour 0,118 M d'€) et accessoirement des travaux de rénovation et d'aménagement ainsi que l'acquisition de petits matériels industriels divers.

Continuant sur sa dynamique, la Régie Municipale des Pompes Funèbres demeure l'opérateur principal à Marseille.

2 - LE PÔLE MÉDIA DE LA BELLE-DE-MAI

BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DU PÔLE MEDIA COMPTE ADMINISTRATIF 2007			
INVESTISSEMENT	DÉPENSES EN M d'€	RECETTES EN M d'€	Résultat de clôture
mouvements réels	0,028	0,037	
mouvements d'ordre	0,921	0,921	
affectation du résultat			
s/total	0,949	0,958	
résultat reporté		2,325	
TOTAL investissement	0,949	3,283	2,334

FONCTIONNEMENT	DÉPENSES EN M d'€	RECETTES EN M d'€	Résultat de clôture
mouvements réels	1,622	1,684	
mouvements d'ordre	0,921	0,921	
s/total	2,543	2,605	
résultat reporté		0,455	
reste à réaliser	0,080		
TOTAL fonctionnement	2,623	3,060	0,437

RÉSULTAT CUMULÉ	2,771

ÉVOLUTION PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2006			
SECTION	2006	2007	ÉVOLUTION %
Investissement	2,325	2,334	0,39 %
Fonctionnement	0,431	0,437	1,39 %
TOTAL	2,756	2,771	0,54 %

Globalement le budget annexe du Pôle Média enregistre un résultat stable soit 0,54 % au regard de l'exercice précédent, témoignant de sa consolidation.

La section de fonctionnement totalise un résultat sensiblement équivalent à celui de l'exercice précédent avec 0,437 M d'€ soit + 1,39 % par rapport à 2006.

La section de fonctionnement est excédentaire pour la deuxième fois et ce, sans subvention d'équilibre du budget principal.

Globalement, les recettes réelles ont progressé de 13,73 %, en particulier, les recettes liées à l'exploitation des surfaces immobilières augmentent de 17,77 % avec 1,522 M d'€ constatés sur le versement des loyers et charges.

Parallèlement, les dépenses réelles ont progressé de 55,16 % (+ 0,576 M d'€ au total). Cette évolution s'explique, pour l'essentiel, par des régularisations au bénéfice du budget principal de la Ville sur des remboursements de taxes foncières à hauteur de 0,290 M d'€. En effet sur les exercices précédents ce poste était par défaut, financé sur le budget principal. Le budget annexe étant en phase de croissance, il est en mesure désormais d'assumer cet arriéré et ses propres charges fiscales (0,175 M d'€ pour cet exercice).

Les autres facteurs de variation des dépenses sont en relation avec la gestion des bâtiments et parkings (+ 52,04 % pour entretien et réparations sur bâtiments, + 36,03 % pour le chauffage, + 5,68 % pour l'eau, + 14,54 % pour le gardiennage, soit une évolution de + 0.164 M d'€ au total).

Le Pôle Média conforte donc cette année ses résultats, qui devraient encore s'améliorer en 2008 avec le développement de son activité sur des bases consolidées.

En investissement, la section ne comporte quasiment pas de mouvements réels, à l'exception du solde d'une opération de travaux d'aménagement de l'îlot 2.

CONCLUSION

Les résultats du compte administratif 2007 témoignent de la constance de la dynamique d'actions municipale visant à renforcer l'attractivité territoriale et à offrir un service public de qualité aux Marseillais.

La stratégie financière choisie, qui reposait notamment sur un effort soutenu en investissement, une stabilisation de l'endettement et des taux d'imposition, a été rigoureusement respectée.